Pour des Outre-mer mieux connectés, le CESE a lancé ses travaux



TRAVAUX PUBLIÉE LE 02/04/2024

Saisine liée : MIEUX CONNECTER LES OUTRE-MER

Formation de travail liée : DÉLÉGATION AUX OUTRE-MER

Dans un contexte d'échanges mondialisés, d'économie numérique incontournable et des nombreux enjeux de décarbonation, comment les Outre-mer se situent-ils ? Ces trois points sont-ils de nouveaux atouts pour ouvrir et développer l'économie endogène de ces onze territoires à majorité insulaires et encore forts dépendants de l'hexagone ? La délégation aux Outre-mer du CESE s'est saisie de ce sujet porté par Danielle Dubrac (Groupe Entreprises) et Pierre Marie-Joseph (Groupe des Outre-mer).

Une forte dépendance liées aux réseaux et infrastructures

Selon les territoires, la moitié aux deux-tiers des échanges commerciaux des DROM-COM ont lieu avec l'Hexagone. Les infrastructures, le cadre juridique et les structures de l'économie contribuent-elles à cette dépendance voire exclusivité de relations ? Comment favoriser l'essor et l'ouverture des territoires ultramarins à leur environnement régional ?

L'insularité est un premier facteur à pointer car elle conditionne l'accès aux territoires par voie aérienne ou maritime. Or nombre compagnies aériennes et maritimes rencontrent des difficultés, les liaisons et connexions ont besoin d'être consolidées tant pour

des raisons de souveraineté (les Outre-mer sont dépendants des importations alimentaires, de matières premières et de matériaux), que comme atouts économiques.

De même, les infrastructures numériques, censées réduire l'isolement des territoires, ne sont pas toujours suffisamment déployées ou performantes.

L'atout développement durable-désenclavement pour les Outre-mer

Afin de réduire les importations, ces territoires peuvent se saisir de la décarbonation comme atout. Dotés de nombreuses ressources, ils pourraient devenir exportateurs et interagir davantage et directement avec leurs voisins régionaux (St Pierre et Miquelon avec le Canada, la Guyane, Martinique et Guadeloupe avec le Brésil ou les Etats-Unis...). **Le désenclavement permettrait une réelle diversification des approvisionnements, un rééquilibrage des échanges commerciaux favorisant l'essor de leur économie plus vertueuse car plus locale et réduisant ainsi leur empreinte carbone**. Cela sous-tend une action sur la législation avec l'adaptation des normes nationales et européennes, condition de l'ouverture des échanges. Une meilleure intégration aux marchés régionaux et association des collectivités territoriales aux organisations régionales pourrait être également un moyen de développer les relations économiques.

Pour de meilleurs services publics

Les dispositifs de continuité territoriale et d'aide à la mobilité mis en place par les pouvoirs publics pour compenser l'éloignement doivent s'adapter aux besoins et venir en complément d'une offre de service accrue. **Mieux vivre en Outre-mer, c'est d'abord bénéficier de services publics efficaces, d'éducation, de formation, de santé et d'opportunités d'emploi locales** qui permettent de ne pas avoir à quitter son territoire. Pour ceux qui souhaitent se déplacer, partir ou revenir, l'accompagnement de la mobilité et la prise en charge des coûts de déplacements doivent aussi être mieux assurés par l'Etat au titre de l'égalité de traitement et de la solidarité nationale.

A travers ce projet d'avis, le CESE souhaite adopter une approche innovante, qui parte des besoins des territoires et des populations, pour proposer des préconisations qui intègrent ces différentes dimensions et soient transversales en dépassant les approches sectorielles, et en prenant en compte les enjeux environnementaux.

Le CESE poursuit ses travaux sur le développement des atouts des Outre-mer*, il privilégiera trois axes de travail :
- les infrastructures, liaisons maritimes, aériennes et numériques ;
- un développement endogène favorisant l'insertion des territoires dans leur espace régional ;
- l'égalité de traitement et le renforcement de l'accès aux services publics.

*** Voir les travaux de la Délégation**

Quelles transitions énergétiques pour les Outre-mer ?
La gestion de l'eau et de l'assainissement dans les Outre-mer
Avis de suite - Plan de relance et déclinaison territoriale dans les Outre-mer

10 préconisations pour le pouvoir d'achat en Outre-mer
L'accès aux services publics dans les Outre-mer

© - copyright CESE - Novembre 2026